

Politique provinciale

Lettre ouverte à Rafael P. Ferraro

Près de 1000 militants libéraux étaient réunis la fin de semaine dernière à Lévis dans le cadre du plus important congrès tenu par le parti depuis de nombreuses années.

Certains ont décrit un événement où l'accent aurait été mis sur des questions linguistiques et une intention d'attaquer la Charte de la langue française. Cette analyse, qui a fait l'objet de plusieurs reportages, est erronée et ne correspond pas à ce qui s'est véritablement passé au congrès.

Le Parti libéral du Québec a toujours défendu la langue française, laquelle constitue la pierre angulaire de l'identité québécoise. Il importe de le rappeler, c'est un gouvernement libéral qui a adopté, en 1974, la loi 22 qui a fait du français la langue officielle du Québec. Cette longue tradition de protection du français reste bien vivante et le PLQ continue de mettre la langue au cœur de ses préoccupations.

Résolutions

Sur plus de 10 heures de débats tenus au courant de la fin de semaine et des dizaines de résolutions traitant d'une multitude de sujets, les discussions ont porté pendant quelques minutes sur certains aspects de la loi 96 avec lesquels les libéraux sont en désaccord, dont notamment :

- la limitation pour les jeunes adultes francophones d'apprendre une deuxième langue en allant étudier au cégep en anglais;
- le délai de 6 mois imposé aux nouveaux arrivants pour apprendre le français (qui a été jugé irréaliste par moult experts);
- le fardeau administratif supplé-

mentaire exigé aux PME.

Ces mesures, dont l'efficacité n'a jamais été démontrée, ne retirent aucun droit aux francophones (au contraire) et n'ont pas pour effet d'améliorer la situation du français au Québec.

Il est étonnant que ces prises de position du PLQ, lesquelles sont loin d'être déraisonnables, aient tant fait les manchettes compte tenu qu'elles ont été exprimées publiquement depuis déjà plusieurs années.

Il fut encore plus surprenant de lire sur le réseau social X, au cours de la fin de semaine, les ministres Simon Jolin-Barrette et Jean-François Roberge qualifier le tout d'actes anti-nationalistes et d'attaques envers le français, et ce alors que leur gouvernement coupe au même moment dans les services de francisation en supprimant des postes d'enseignants et en fermant des classes. Cela est sans compter que ce même gouvernement se contente dorénavant d'avoir un «adulte par classe» plutôt qu'un enseignant qualifié afin de pouvoir apprendre adéquatement le français à nos enfants.

Loin de se concentrer uniquement sur des questions linguistiques, le congrès du PLQ a bien davantage porté, et ce pendant plusieurs heures, sur un plan visant à faire de la réussite scolaire une priorité nationale. Dans la foulée de la controverse de l'école Bedford – une situation inacceptable révélée en grande partie grâce au travail de la députée libérale Marwah Rizqy – les militants libéraux se sont notamment prononcés en faveur de la création d'un ordre professionnel des enseignants, une mesure concrète pour garantir la qualité de l'enseignement au Québec.

Un plan clair pour l'avenir

Beaucoup de travail a été réalisé par les militants du PLQ depuis la défaite électorale de 2022. Après avoir effectué une large consultation de ses militants en 2023 ainsi qu'une réflexion profonde au niveau de ses valeurs (dans le cadre des travaux du Comité sur la relance), le PLQ a adopté une série de propositions en matière économique lors d'un congrès tenu en mai dernier à Bromont.

Le congrès tenu cette fin de semaine à Lévis a aussi été l'occasion de moderniser les structures internes du parti, de réaffirmer l'importance du vote des jeunes ainsi que le poids des régions dans la course à la chefferie, et de réfléchir avec lucidité sur les moyens d'améliorer la qualité des services publics. Ce travail met en lumière un parti qui se tourne résolument vers l'avenir, prêt à relever les défis de notre époque.

À l'aube du début de la course à la chefferie, plusieurs candidatures de qualité se profilent à l'horizon pour diriger le PLQ, une dynamique que bien peu d'observateurs prédisaient jusqu'à récemment.

Quoiqu'en diront ses détracteurs, depuis maintenant deux ans, le Parti libéral du Québec suit un plan clair, rigoureux et cohérent dans le cadre de sa relance afin de regagner la confiance des Québécois et de représenter, aux élections générales d'octobre 2026, l'alternative crédible pour remplacer le gouvernement de la CAQ.

Rafael Ferraro

